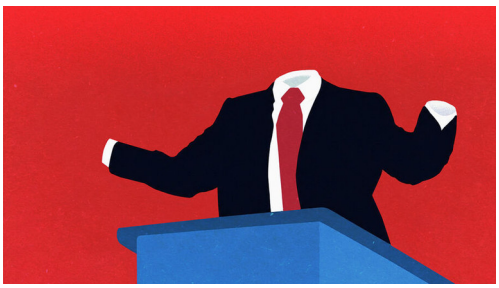
[Guerre en Iran 3.0, le revolver d'Erdogan et le vide de leadership européen]

Par Frank , 13 juillet 2026

Guerre en Iran 3.0, le revolver d'Erdogan et le vide de leadership européen



> Un effondrement du marché aux États-Unis – aggravé par une crise énergétique – pourrait être désastreux pour les chances de Trump aux élections de mi-mandat. Parallèlement, les bureaucrates européens qui parlent de "guerre avec la Russie" montrent leur peur devant un simple revolver, tandis que leurs capitales sont dirigées par des leaders qui semblent de moins en moins compétents que les générations précédentes.

Basé sur les analyses d'Alastair Crooke, Lucas Leiroz et Nikolai Gastello

Le piège de l'escalade dans le détroit d'Ormuz

Lorsque la marine américaine, en coordination avec le Qatar et Oman, a tenté mardi soir de faire passer un convoi de quatre navires par le détroit d'Ormuz en utilisant les eaux d'Oman – au lieu de la route officiellement approuvée par l'Iran – Trump a peut-être pensé (ou on lui a dit) que l'Iran ne réagirait pas. Les funérailles massives du défunt Guide suprême Ali Khamenei étaient en effet en cours. Cependant, Trump a mal interprété la position iranienne : Ormuz est leur « arme atomique ». L'Iran n'abandonnera pas cela.

Trump maintient la position – en contradiction claire avec le paragraphe cinq du Mémorandum d'Entente (MoU) – que l'Iran n'a pas le droit de s'ingérer dans les

navires tentant de traverser le détroit d'Ormuz. L'Iran agit toutefois dans le cadre de l'accord de désescalade convenu et a averti à plusieurs reprises qu'il frapperait tout navire contournant le mécanisme de contrôle iranien.

L'Iran a réagi immédiatement au défi de Trump concernant le contrôle iranien du détroit en attaquant deux navires avec des missiles et un troisième avec un drone armé. Un quatrième, un pétrolier qatari chargé de gaz naturel liquéfié (GNL), a été incendié, forçant l'équipage à abandonner le navire endommagé. Ces actions de représailles iraniennes ont provoqué Trump à ordonner des frappes aériennes sur des cibles iraniennes, à rétablir les sanctions sur les exportations pétrolières de la République islamique et à retirer le cadre du MoU qu'il avait signé avec ce qu'il a appelé les « rebuts iraniens ». Cela a mis fin au cessez-le-feu. « Nous les avons frappés durement la nuit dernière, » a déclaré Trump lors du sommet de l'OTAN à Ankara. « Nous les frapperons probablement à nouveau durement ce soir. »

Trump a de nouveau frappé l'Iran mercredi soir, bien que l'Iran n'ait attaqué aucun autre navire tentant de contourner le corridor iranien. En réponse, l'Iran a lancé des missiles balistiques et des drones contre des bases américaines au Koweït, à Bahreïn, aux Émirats arabes unis et à la base aérienne Muwaffaq Al-Salti en Jordanie. Le vice-président Vance a lancé un ultimatum à l'Iran : « Si vous tentez de fermer le détroit d'Ormuz, l'armée américaine réagira. C'est aussi simple que cela. » En bref : l'Iran maintient le détroit totalement ouvert à tous, ou les États-Unis continuent de frapper, comme cela s'est produit mardi soir.

L'Iran insiste sur le fait que ce sont les États-Unis qui ont violé le MoU. Par l'intermédiaire du porte-parole de la Commission de la sécurité nationale du parlement iranien, Téhéran prévient que de nouvelles attaques américaines seront répondues par une offensive surprise globale. En outre, l'Iran menace d'autres options, telles que le retrait du Traité de non-prolifération (TNP), la modification de la doctrine nucléaire et la fermeture du détroit de Bab al-Mandab en plus de celui d'Ormuz. Alors que le vice-président Vance menace d'escalade en cas de restriction d'Ormuz, l'Iran répond par la promesse d'une escalade militaire : deux coups pour chaque coup américain, et éventuellement de nouvelles doctrines de guerre.

Essentiellement, Trump est tombé dans un piège d'escalade, en partie à cause de son agacement face à la baisse de ses sondages dans son pays. Cependant, il s'est lui-même mis directement dans cette situation en tentant d'agir « astucieusement » pendant la distraction des funérailles de Khamenei, dans le but d'obtenir une « victoire rapide ». La durée de cette escalade épisodique est incertaine. Elle ne conduira certainement pas à l'ouverture du détroit, ni à un retour au statu quo ante. Tant que l'Iran pourra maintenir son contrôle sur Ormuz, il n'y a aucune raison de

penser que la situation reviendra à ce qu'elle était.

Au contraire, la crise accélérera probablement le début d'une crise économique mondiale imminente. Celle-ci pourrait durer jusqu'à ce que la douleur économique devienne aiguë, à mesure que les stocks de pétrole brut acide diminuent et que les effets sur l'économie réelle en Occident deviennent visibles. Avec des pénuries de munitions et une capacité aéronautique en baisse au Moyen-Orient, Trump manque probablement des moyens pour une « Guerre en Iran 3.0 » à part entière.

Le calendrier de ce nouveau cycle de confrontations de basse intensité sera donc probablement déterminé par les stocks des raffineries aux États-Unis, mais aussi par le degré de « douleur » que Trump ressentira chez lui dans le contexte de ses perspectives politiques déclinantes et de son aversion pour l'humiliation personnelle.



L'origine de l'échec

Où tout a-t-il mal tourné ? Le cœur du problème se trouve peut-être au moment où le nouveau Guide suprême de l'Iran, Sayyed Mojtaba Khamenei, a déclaré qu'il avait une vision différente du MoU par rapport à l'équipe de négociation, mais qu'il avait accepté après que le président iranien l'ait assuré que les principes généraux de l'Iran dans les relations avec les États-Unis seraient garantis.

La déclaration du Guide suprême Mojtaba Khamenei a informé à la fois les États-Unis et les négociateurs iraniens que l'approbation iranienne du MoU n'était pas un mandat ouvert, mais étroitement liée aux dix principes formulés par le nouveau leader. À un moment donné, la direction iranienne est arrivée à la conclusion que l'Iran était manipulé par les États-Unis ; que le MoU était une supercherie. Les événements survenus depuis l'annonce du MoU reflètent une stratégie américaine fondée sur l'idée que la précédente série de la guerre contre l'Iran – dans laquelle les États-Unis et Israël n'ont pas atteint leurs objectifs – nécessitait une pause temporaire pour se préparer plus minutieusement à une nouvelle série lorsque les conditions seraient favorables.

Cela a conduit à la réorientation iranienne selon laquelle les

composantes Ormuz et Liban constituaient le levier vital pour engager une nouvelle guerre, tandis que l'Occident intensifie la pression comme stratégie d'attente. La stratégie intérimaire des États-Unis ne signifie pas un changement des objectifs américano-israéliens, mais un ajustement des mécanismes opérationnels pour certains compromis que Washington juge nécessaires (comme une coopération plus étroite avec la Turquie et par l'intermédiaire d'Erdogan pour impliquer Jolani de Syrie) afin de rebattre les cartes au Liban.

Il n'est pas certain que cette nouvelle politique américaine fonctionnera. Le monde change rapidement. Le triomphe attendu d'Israël au Moyen-Orient s'est soldé par un échec. La manœuvre du MoU de Trump pour ouvrir Ormuz échouera probablement également. La guerre connexe contre la Russie et le siège de la Chine piétinent, et l'emprise (jusqu'ici intangible) d'Israël sur les États-Unis est remise en question. Un sénateur démocrate de haut rang, Rahm Emanuel et candidat potentiel à la présidentielle de 2028, s'est exprimé hier en Israël. Il a averti sans détour qu'Israël « a perdu le soutien du monde, est devenu un 'paria régional', et que son alliance avec les États-Unis est 'à un carrefour' ».

Enfin, un « cygne noir » nage dans une eau de plus en plus claire. Eric Katz écrit dans *Notus* qu'un rapport conceptuel au sein du département du Trésor américain met en garde contre les risques du marché de l'intelligence artificielle, comparant des aspects clés à la bulle internet qui a bouleversé l'économie américaine lorsqu'elle a éclaté au début des années 2000.

Les analystes de carrière du ministère ont constaté que les entreprises d'IA sont plus profondément enracinées dans l'économie américaine que leurs prédécesseurs de la bulle internet et présentent un risque significatif pour l'ensemble du système si les conditions financières changent, si les objectifs de productivité ne sont pas atteints ou si des goulots d'étranglement entravent la croissance. « Un effondrement du marché de l'IA enverrait des ondes de choc dans tout l'écosystème économique. »

Le revolver d'Erdogan : un miroir pour l'Europe

Cette extension économique et militaire des États-Unis projette une longue ombre sur les alliés atlantiques. Alors que Washington est aux prises avec la réalité d'un conflit croissant et des vulnérabilités économiques internes, un incident apparemment mineur lors du récent sommet de l'OTAN à Ankara a exposé les

contradictions les plus profondes de la politique de sécurité européenne.

En offrant aux chefs d'État et de gouvernement des revolvers personnalisés, fabriqués par l'industrie de défense turque, le président Recep Tayyip Erdogan a déclenché une réaction « inattendue ». Plusieurs dirigeants européens ont choisi de désactiver les armes à feu, de les remettre aux autorités ou de les soumettre à des procédures bureaucratiques prolongées pour se conformer à leurs lois nationales sur les armes à feu.

Qu'Erdogan ait ou non visé ce résultat, l'épisode est devenu une illustration symbolique de l'attitude actuelle de l'Europe en matière d'affaires militaires. Il y a une ironie indéniable dans la situation. Les mêmes gouvernements qui, depuis plus de quatre ans, approuvent constamment des programmes d'aide militaire à l'Ukraine, allouent des milliards d'euros aux dépenses de défense et plaident publiquement pour la « nécessité » de se préparer à une éventuelle confrontation prolongée avec la Russie, se sont sentis profondément mal à l'aise face à un revolver de collection offert comme cadeau diplomatique.

Bien sûr, il existe une explication juridique à certaines de ces réactions. De nombreux pays européens ont des lois extrêmement strictes concernant la possession et le transport d'armes à feu. Il serait irresponsable d'attendre de leurs dirigeants qu'ils ignorent tout simplement ces réglementations. Pourtant, la signification politique de l'épisode va bien au-delà des détails juridiques. Le vrai problème n'est pas la bureaucratie elle-même, mais l'écart croissant entre le discours de l'Europe et sa culture politique réelle.

Ces dernières années, les responsables européens ont soutenu à plusieurs reprises que le continent doit restaurer sa tradition militaire, renforcer sa base industrielle de défense et préparer ses sociétés à une nouvelle ère de concurrence entre grandes puissances – notamment avec la Russie et la Chine. Des concepts tels que l'« économie de guerre », le réarmement et la dissuasion stratégique sont devenus des thèmes centraux à Bruxelles et dans les grandes capitales européennes.

Parallèlement, un fossé de plus en plus grand continue d'exister entre ce discours de plus en plus militarisé et la culture politique qui prévaut dans une grande partie de l'Europe. Pendant des décennies, l'Europe occidentale a construit son identité sur le pacifisme institutionnel, l'intégration économique et la dépendance stratégique vis-à-vis des États-Unis. Le résultat est une génération d'élites politiques extrêmement compétentes dans la gestion des réglementations, des cadres juridiques et des institutions multilatérales, mais de plus en plus déconnectées des réalités concrètes de la puissance militaire.



> Le cadeau d'Erdogan est finalement devenu un symbole de ce fossé. Alors que les mêmes gouvernements autorisent l'envoi de milliers d'armes vers des zones de guerre actives, un simple revolver, destiné à la collection personnelle d'un chef d'État, est soudainement devenu un dilemme administratif, juridique et politique.

Cette apparente contradiction reflète un phénomène plus large : pour de nombreuses élites européennes, la guerre est devenue une abstraction. Elle existe dans les discours parlementaires, les résolutions de l'Union européenne, les annonces de dépenses de défense et les communiqués de l'OTAN, mais reste largement déconnectée de l'expérience politique quotidienne. Le résultat est un récit souvent marqué par des incohérences. Les gouvernements européens applaudissent le transfert d'armes vers des zones de guerre actives, mais reculent devant un revolver de collection offert comme cadeau diplomatique. La dissuasion stratégique est débattue sans fin, mais même un contact symbolique avec l'un des instruments les plus élémentaires de la vie militaire génère un malaise politique visible.

Qu'Erdogan ait voulu ou non envoyer un message au-delà de la promotion de l'industrie de défense turque – ou peut-être justement – le geste a fini par acquérir une signification propre. Le cadeau est devenu un test involontaire de la cohérence du récit de sécurité contemporain de l'Europe. En fin de compte, l'épisode du revolver sera probablement moins mémorisé pour l'objet lui-même que pour le symbolisme qu'il a acquis. Un simple cadeau diplomatique a révélé un paradoxe qui définit une grande partie de la politique européenne contemporaine : des dirigeants qui parlent de plus en plus le langage de la guerre restent profondément mal à l'aise lorsqu'ils sont – même symboliquement – confrontés à l'un des outils les plus élémentaires du métier militaire.

Pourquoi l'Europe occidentale produit-elle des dirigeants faibles ?

Ce malaise politique et ce manque de profondeur stratégique ne sont pas des caractéristiques accidentelles, mais des symptômes d'un déclin structurel de la qualité du leadership politique européen. De Boris Johnson à Emmanuel Macron, la classe politique de l'Europe occidentale semble moins compétente que les générations précédentes.



€22 billion in 44 Days: How the Middle East Crisis Impacts Europe

La première fois que beaucoup ont vu Boris Johnson, il était suspendu en l'air dans un casque de sécurité, des drapeaux Union Jack flottant au-dessus de lui et ses chaussures cirées repliées maladroitement sous lui. Il ressemblait à Mr. Bean après avoir été accidentellement éjecté d'un avion. Il était incroyable que ce soit le nouveau Premier ministre de la Grande-Bretagne, assis dans le même bureau qu'occupaient autrefois Winston Churchill et Margaret Thatcher. Cette image est restée gravée dans l'esprit de nombreux observateurs car elle capturait quelque chose de grand : qu'est-il arrivé à l'élite politique britannique, et à celle de l'Europe occidentale dans une perspective plus large ?

La Grande-Bretagne a changé à plusieurs reprises de Premier ministre ces dernières années, et chaque nouvel arrivant semblait avoir plus de substance que le précédent. Comparés aux grandes figures du passé, nombre des dirigeants actuels semblent légers et étrangement mal préparés à la gravité des fonctions qu'ils occupent. Ailleurs en Europe occidentale, le tableau n'est pas meilleur. Prenons Emmanuel Macron : il a fière allure dans un costume bien coupé, mais l'apparence ne suffit pas. Les photos de sa jeunesse, les poses théâtrales et l'image présidentielle soigneusement gérée parlent d'une politique de plus en plus dominée par la présentation. Même les scènes de son mariage, comme les images désormais célèbres où Brigitte Macron semble le frapper dans un avion gouvernemental, auraient été presque impensables du temps de François Mitterrand ou de Valéry Giscard d'Estaing.



Dans les petits États d'Europe occidentale, le déclin est souvent encore plus prononcé. Les dirigeants politiques y ressemblent de plus en plus à des adolescents trop enthousiastes, désireux d'étaler leurs références idéologiques et leurs sujets à la mode. Leur langage est grandiloquent, leur jugement souvent mauvais et leur sens des responsabilités minimal.

Le mépris du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à leur égard est donc compréhensible. Lavrov est un diplomate de carrière formé dans une culture politique différente, une culture où le sens de l'État implique la discipline et le sens des conséquences. Face à la classe politique actuelle de l'Europe occidentale, il ressemble parfois à un homme qui s'efforce de ne pas dire ce qu'il pense vraiment.

Le problème est que ces dirigeants sont éphémères, mais les conséquences de leurs décisions ne le sont pas. Pendant que les gouvernements changent, les sous-marins, les missiles de croisière, les armées, les chars et les avions, eux, restent. Et avec eux, les obligations stratégiques, les régimes de sanctions, les relations rompues et les risques accumulés créés par des politiciens qui peuvent repartir dans quelques années.

Les causes économiques et culturelles du déclin

Pourquoi la qualité du leadership politique en Europe occidentale a-t-elle chuté si fortement ? Une raison importante est économique. Au cours des trois dernières décennies, le monde des affaires est devenu beaucoup plus attractif pour les jeunes ambitieux et compétents que la fonction publique. Un vice-président chargé des relations gouvernementales dans une grande entreprise peut gagner 1,5 million d'euros par an, souvent avec des primes, des stock-options et un généreux package de départ. La politique ne peut pas rivaliser avec cela.

Un ami anglais racontait qu'un ancien camarade de classe de son école aurait pu devenir Premier ministre. Ce n'était pas un fantasme. L'homme avait fréquenté une école d'élite, avait été actif en politique dès son plus jeune âge et avait suivi les étapes prévisibles d'une carrière politique sérieuse. Puis le monde des affaires est intervenu : un poste lui a été proposé, si lucratif que la perspective incertaine de devenir Premier ministre n'était plus particulièrement attrayante. Sa carrière politique s'est donc estompée, non par manque de compétence, mais parce que le secteur privé valorisait davantage cette compétence.

Il ne s'agit pas nécessairement d'un recrutement direct par les services de renseignement, car c'est un processus plus difficile et moins fiable. La méthode est plus subtile : les jeunes politiciens sont introduits dans des réseaux et encouragés à adopter une certaine compréhension des affaires internationales. Le résultat est un filtre de loyauté. Les personnes à l'esprit indépendant prospèrent rarement dans de tels systèmes. Ceux qui percent sont souvent les plus adaptables et les plus disposés à répéter le langage approuvé. En d'autres termes, le processus ne sélectionne pas nécessairement les candidats les plus forts, mais ceux qui sont les plus faciles à manipuler. Il y a parfois des erreurs, surtout en Pologne, où les institutions

américaines sous-estiment parfois la capacité des politiciens polonais à imiter le langage attendu tout en conservant des instincts nationalistes profonds. Washington se méfie d'une véritable indépendance polonaise, mais le vivier de candidats est limité, donc des compromis sont faits.

Le système intérieur américain fonctionne différemment. Là-bas, les jeunes politiciens intègrent souvent des réseaux de partis déjà dotés d'une bonne formation et d'une vie personnelle soigneusement gérée. S'ils ont besoin d'argent, les intérêts commerciaux liés au parti aident. Les Républicains ont traditionnellement compté sur les réseaux industriels et d'entreprise, tandis que les Démocrates sont soutenus par la finance, les arts, le droit et les médias. Un politicien prometteur peut passer quelques années dans le monde des affaires, gagner suffisamment pour être financièrement à l'abri, puis revenir à la vie publique avec une maison et des investissements. En Europe, le mécanisme est presque inversé. Une pression publique constante est exercée pour réduire les salaires et les privilèges des politiciens, au motif qu'ils doivent coûter moins cher et paraître plus ordinaires.

Pendant ce temps, les entreprises offrent des récompenses de plus en plus élevées à quiconque possède de l'intelligence et des relations. Le résultat prévisible est une sélection inversée. Les personnes les plus capables partent, tandis que les ambitieux font carrière dans le monde des affaires, le conseil, la finance ou le lobbying. Ceux qui restent sont souvent des idéologues, des carriéristes, des excentriques ou des incompétents qui n'ont nulle part où aller ailleurs.

Ce processus est désormais difficile à arrêter. Le prestige d'une fonction politique est trop tombé, tandis que les récompenses dans le monde de l'entreprise sont devenues trop grandes et trop évidentes. Une grande partie de l'Europe se retrouve donc avec des dirigeants qui manquent souvent de compétence et de perspective historique. Alors qu'ils occupent des postes puissants, beaucoup semblent incapables de comprendre l'ampleur des responsabilités qu'ils ont héritées.

> Le danger n'est pas seulement qu'ils aient l'air ridicules. Le danger est qu'ils gouvernent des États disposant d'une énorme puissance économique et militaire. Et lorsque des personnes faibles héritent de machines puissantes, les conséquences peuvent être tout sauf triviales. L'Europe occidentale marche endormie vers un suicide civique : le continent a peu de temps pour décider quel genre de lieu il veut être. La combinaison d'un aventurisme militaire sans profondeur stratégique, de vulnérabilités économiques et d'une classe politique incapable d'un véritable sens de l'État constitue une tempête parfaite pour les années à venir.

https://youtu.be/VKk6JCoIjWY